

Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#143 – Novembre 2025

Palestine Manifestation nationale à Paris, le samedi 29 novembre ! Après le cessez-le-feu à Gaza, Israël poursuit l'occupation et la colonisation de la Palestine, l'oppression du peuple palestinien. Cela doit cesser ! Nous manifesterons le 29 novembre à Paris pour la défense des droits du peuple palestinien sur la base du droit international.

- Autodétermination du peuple palestinien qui doit être l'acteur de son propre destin et droit au retour des réfugié·es palestinien·nes.
- Fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid.
- Sanctions contre Israël.
- Cessez-le-feu définitif et fin du génocide.
- Justice pour la Palestine.



Parmi le matériel disponible : [le tract unitaire](#) et [le tract intersyndical](#).

Ukraine Pas de paix sans l'Ukraine ou contre l'Ukraine ! Le 21 novembre, Donald Trump a proposé un « plan de paix » en 28 points. Il paraît avoir été écrit en Russie, sous la dictée de Vladimir Poutine. Ce plan reprend les exigences formulées par la Russie depuis 2022 :

- la reconnaissance de facto de l'annexion de la Crimée, de tout le Donbass, y compris les territoires non conquis par les troupes russes, et le gel des frontières à Zaporijjia et Kherson ;
- la démilitarisation de l'Ukraine par la réduction de la quasi-moitié de ses effectifs militaires et l'interdiction pour l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN ;
- l'absence de garanties de sécurité pour l'Ukraine ; aucune troupe de l'ONU ou d'une coalition européenne agréée par l'ONU ne pourrait stationner en Ukraine pour garantir un cessez-le-feu puis le respect des frontières ;
- la levée des sanctions contre la Russie, son retour au G8 et l'amnistie pour les crimes de guerre, les parties s'engageant à ne faire aucune réclamations et à n'examiner aucune plainte à l'avenir !

En prédateur triomphant, Trump en profite pour demander d'encaisser les bénéfices des avoirs russes gelés et réclame 100 milliards de dollars à l'Europe pour la reconstruction de l'Ukraine.

Depuis bientôt quatre ans, les Ukrainien·nes se battent pour la liberté de leurs choix. Ils et elles se battent aussi pour leurs acquis et droits sociaux et contre la corruption. Ce sont ces syndicats, organisations, collectifs féministes, de jeunes que le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine soutient dans leurs luttes quotidiennes et contre l'envahisseur russe. Une paix juste et durable doit prendre en compte ces exigences du peuple ukrainien et c'est à l'Ukraine, avec l'appui de ses alliés, de la négocier.

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Près de 200 syndicalistes mandaté-es par des organisations syndicales, des collectifs syndicaux ont participé à cette rencontre, du 13 au 16 novembre. Ils et elles venaient de Palestine, d'Ukraine, du Brésil, du Pakistan, de Côte d'Ivoire, d'Italie, d'Argentine, de Centrafrique, de l'Etat espagnol, du Vénézuéla, du Sénégal, de France, de Pologne, de Grande-Bretagne, de Colombie, du Portugal, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, d'Allemagne, de Suisse... Les syndicats du Soudan, du Bénin, du Togo, de la RD Congo et du Burkina Faso qui devaient participer n'ont pu le faire faute de visa.

La conclusion du manifeste qui fonde l'appartenance au Réseau est claire : « un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, autogestionnaire, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc...) ». Mais tout aussi important est le souci que ce syndicalisme internationaliste ne se limite pas à des discussions générales, mais s'ancre dans les pratiques quotidiennes ; d'où la volonté de mettre en avant le travail par secteur professionnel, celui-ci s'entendant comme partie intégrante du syndicalisme interprofessionnel.

Douze ans après la création de ce Réseau, les organisations membres tirent le constat lucide d'un développement réel, d'une utilité certaine, mais de nombreuses insuffisances pour répondre aux besoins. Elles entendent s'y atteler. Contrairement à d'autres cercles syndicaux internationaux, celles et ceux qui participent aux activités du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ne font pas « que » de l'international. Cela se ressent dans la manière de traiter les problèmes : on ne part pas des institutions internationales, mais du terrain, des lieux de travail et de vie.



Ces journées ont permis d'organiser des réunions par secteurs professionnels : industrie, éducation, santé et social, transports, retraité-es, centres d'appel, secteur public, culture, logistique, commerce et services. D'autres temps ont été consacrés à approfondir les discussions autour de thèmes transversaux : écologie, féminisme et droits des femmes et minorités de genre, anticolonialisme et antiracisme, migrations et droits des personnes migrantes, répression envers les mouvements sociaux. Deux débats ont été organisés en séance plénière ; le premier à propos du syndicalisme en temps de guerre, avec les camarades de Palestine et d'Ukraine ; des membres de la Coordination des professionnels et syndicats soudanais devaient également animer cette soirée, mais aucun n'a pu obtenir de visa ; le second, introduit par des représentants de syndicats de base italiens et la représentante du syndicat du métro de Buenos Aires, portait sur les réponses syndicales à la montée de l'extrême droite. Enfin, diverses motions ont été approuvées, en soutien à des luttes syndicales et populaires ou pour dénoncer des répressions. www.cspconlutas.org.br, www.cgt.es, www.cub.it.

La coordination du Réseau demeure assurée par la Central Sindical e Popular Conlutas (Brésil), la Confederación General del Trabajo (Etat espagnol), la Confederazione Unitaria di Base (Italie) et l'Union syndicale Solidaires. Déjà actives en Amérique du Sud et centrale ainsi qu'en Europe, des coordinations continentales devraient se mettre en place en Afrique et Asie.

L'Union syndicale Solidaires était présente avec une délégation de 25 camarades, 11 femmes et 14 hommes, membres de SUD Education, SUD-Rail, SUD Santé Sociaux, SUD Culture Solidaires, SUD Amazon, SUD PTT, UNIRS, Solidaires Informatique, SUD BPCE, venant de différentes Unions départementales : 93, 94, 21, 69, 75, 35, 44, 59, 66, 79 ...

Dans une fédération, une union départementale ou syndicat, l'essentiel demeure ce qui se fait entre deux congrès. Il en est de même sur le plan international : ce qui fera vivre le Réseau, le rendra plus utile, permettra son développement afin de peser plus fortement dans le rapport de force, c'est ce que les organisations membres feront au fil du temps. Comment intégrer l'activité internationale dans notre syndicalisme quotidien reste la question essentielle. Cette sixième rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ouvre des perspectives ... Saisissons-les !

Pologne Une grève générale a paralysé Valeo à Chrzanów. La grève organisée par le syndicat Sierpen 80, les menaces de la direction puis son recul et les engagements gagnés qui amènent à la suspension du mouvement, le soutien des syndicats français, dont SUD Industrie, à la manifestation organisée devant le siège de Valéo à Paris, tout ceci est [sur le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).



Antifascisme Pas d'hommage pour les dictateurs ! Des nostalgiques du franquisme voulaient appeler à une « messe », le 29 novembre, dans une chapelle parisienne pour « se recueillir » à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Franco ; Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange fasciste, mort en 1936, est associé à cet hommage.

Pour les antifascistes et les démocrates de tous les pays, ce genre d'initiative est un scandale. Franco est un fasciste, Franco est un dictateur, Franco a combattu la révolution espagnole, Franco a fait tuer, emprisonner et/ou contraintes à l'exil des centaines de milliers de personnes, Franco a organisé la terreur envers les peuples d'Espagne durant 40 ans !

Nos organisations syndicales des deux côtés des Pyrénées dénoncent ces tentatives de « réhabilitation » du dictateur fasciste. Elles s'inscrivent dans la lutte que mène l'extrême droite d'aujourd'hui et révèle ce qu'elle est : une menace réelle pour la démocratie – aussi insuffisante celle-ci soit-elle. Il n'y a pas d'hommage à rendre à Franco ou à Primo de Rivera ! Hommage à celles et ceux qui ont fait la révolution en 1936, à celles et ceux qui ont combattu le fascisme dans ces années-là, hommage à celles et ceux qui en ont été victimes, hommage à celles et ceux qui poursuivent la lutte pour la liberté et les droits de la classe ouvrière et des peuples !



Pakistan Extrait de l'intervention du représentant de All Pakistan Federation of United Trade Unions (APFUTU) lors de la rencontre du RSISL. A lire [ici](#).

Le gouvernement pakistanais, avec la participation de la CSI, de l'UE et du FMI, fait pression pour l'adoption d'un nouveau code national du travail. [...] S'il est adopté, il supprimera des protections essentielles et aggravera la vulnérabilité des travailleurs de l'industrie, des ouvriers du bâtiment, des ouvriers des briqueteries, etc. et du secteur informel. Il pourrait ouvrir la voie à davantage de travail des enfants et de travail forcé, à un moment où les travailleurs-ses sont déjà confrontés à des salaires bas, à des conditions dangereuses et à une insécurité constante.

Dans tout le secteur privé pakistanais, des millions de travailleurs sont employés sans sécurité, sans contrat, sans protection sociale, sans même la promesse d'un salaire décent. Dans les seules industries de la brique et de la construction, plus de 85 millions sont confrontés aux conditions les plus difficiles de la région : pas d'éducation pour leurs enfants, pas de soins de santé, pas de retraite et aucun moyen de se libérer de leurs dettes. Les employeurs violent régulièrement les droits du travail et les droits syndicaux, et trop souvent, ils le font avec le soutien du gouvernement ou dans le silence de celui-ci. [...] Des centaines de syndicats et de fédérations ont été interdits ou radiés. Dans les provinces de Khyber Pakhtunkhwa, Balochistan, Gilgit Baltistan et Azad Jammu & Kashmir, l'activité syndicale est totalement interdite. [...]

Au-delà du Pakistan, nous devons également attirer l'attention sur la main-d'œuvre massive qui se prépare pour la Coupe du monde de football en Arabie saoudite et dans l'ensemble de la région du Golfe. Des millions de travailleurs migrants – originaires du Pakistan, du Bangladesh, de l'Inde, du Sri Lanka, des Philippines, d'Indonésie et d'ailleurs – sont employés dans le secteur de la construction dans des conditions qui violent trop souvent leurs droits fondamentaux et leurs droits du travail. Leur souffrance ne doit pas être cachée. Notre solidarité doit s'étendre au-delà des frontières, des régions et des océans.

Belgique

Grève massive le 26 novembre ! Dans le prolongement de la manifestation nationale organisée le 14 octobre à Bruxelles, les confédérations syndicales belges ont appelé, unitairement, à une série d'actions :

- 23 novembre, journée d'action contre les violences faites aux femmes.
- 24 novembre, grève dans les transports publics.
- 25 novembre, grève dans les services publics.
- 26 novembre, grève nationale interprofessionnelle.

C'est la riposte populaire aux mesures antisociales du gouvernement !



Jeunesses en révolte

Réseau syndical international de solidarité et de luttes :

Sri Lanka, Bangladesh, Népal, Serbie, Madagascar, Pérou. Depuis 2022, les jeunesses en révolte, dans les pays périphériques du capitalisme globalisé, balaient les gouvernements. En trois ans, six gouvernements ont chuté sous l'assaut de la rue. En 2022, il fallut cinq mois à la jeunesse sri-lankaise pour chasser du pouvoir le clan Rajapaksa qui dirigeait le pays depuis plusieurs décennies. En septembre 2025, il a fallu deux jours pour que la génération Z népalaise mette fin au gouvernement de Khadga Prasad Sharma Oli, 73 ans. En trois semaines, les manifestations à Madagascar contre les pénuries d'eau et d'électricité sont devenues une motion de censure dans la rue contre le président Andry Rajoelina qui a pris la fuite, avec l'aide de la France qui lui fournit gracieusement un avion. Fin septembre, la jeunesse péruvienne manifestait contre le gouvernement dirigé par la détestée présidente Dina Boluarte, finalement destituée le 10 octobre. A sa manière, la jeunesse marocaine qui s'est soulevée, révoltée contre l'absence de moyens en matière de santé et l'injustice sociale, participe de cette révolte internationale de la GenZ. La réaction du pouvoir monarchique a été à la mesure de sa frayeur face à ces mobilisations : plus de 600 manifestant-es emprisonné-es, certains lourdement condamné. Ici aussi les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur notamment avec le collectif GenZ 212 (212 étant l'indicatif du Maroc).

Le point commun de ces mouvements est la lutte contre la corruption des élites dirigeantes et une exigence de justice sociale. C'est une remise en cause radicale du système dominant, en exigeant la défense de l'intérêt commun. À l'heure des réseaux sociaux mondialisés, c'est aussi la transversalité de l'information entre ces mouvements qui s'impose. Et la reprise de symboles communs comme le chapeau de paille du manga « One Piece ». Un imaginaire culturel commun mondial se crée.

Pour autant, à cette étape, à part l'exemple serbe, ces puissants mouvements d'une nouvelle radicalité anticapitaliste se voient le plus souvent confisquer leur victoire contre les pouvoirs en place par des fractions réactionnaires (junte militaire, « opposants » sclérosés) qui promettent de tout changer pour ne rien changer. Il y a une double frontière à oser franchir : dans le même temps passer de la protestation à l'élaboration d'objectifs transformateurs et s'auto considérer comme force décisive pour faire passer chacun de ses objectifs dans la réalité et dans la loi sans se mettre en situation d'attente à l'égard des formations politiques. Un double obstacle que le mouvement auto-organisé serbe, sous l'égide du mouvement étudiant, est en passe de franchir en se constituant comme un bloc social et politique alternatif.

Organisation propre à la classe ouvrière, le syndicalisme doit prendre toute sa place dans ces mouvements, dans l'auto-organisation, dans la remise en cause des systèmes politico-économiques en place. Les mouvements de la jeunesse du « sud global » tireront les enseignements de cette première phase d'insurrections citoyennes. La partie continue ! Le syndicalisme solidaire et de luttes doit y prendre part !

Prochains rendez-vous internationalistes .

- 1^{er} au 3 décembre : université francophone du Global Labour Institute, à Villarcieux.
- Décembre : délégation Solidaires au Mexique.
- 6 janvier, à Paris : réunion de la commission internationale.